

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rapport de la Zone franc 2008

Le rapport annuel de la Zone franc pour l'année 2008 vient de paraître. Établi par le Secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc - qui est assuré par la Banque de France -, ce rapport fait le point sur les évolutions économiques et financières des pays membres durant l'exercice écoulé¹.

Dans un contexte international très difficile, les économies des pays africains de la Zone franc ont montré une remarquable résilience en 2008, comme en 2009. Si la faiblesse des effets de contagion de la crise financière résulte d'une certaine marginalisation, la stabilité procurée par les mécanismes de la Zone franc y a également une part. Cette stabilité l'a préservée, d'abord, en large partie, des effets inflationnistes de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques, ensuite, de toute crise de changes.

Dans un contexte international défavorable, une stabilisation du taux de croissance en Zone franc

Comme l'année précédente, la Zone franc a enregistré, dans chacun de ses deux principaux sous ensembles, une croissance économique inférieure à celle de l'Afrique sub-saharienne.

Toutefois, alors que la croissance a reculé en Afrique sub-saharienne, de 6,9% à 5,5%, la croissance de la Zone franc s'est stabilisée à 3,9%. Cette résistance à la crise résulte de la faible exposition internationale des systèmes financiers locaux, de la forte amélioration des termes de l'échange et de bonnes récoltes vivrières.

(Nota bene : on trouvera dans ce rapport, la synthèse, rédigée par la BCEAO, du rapport sur l'« Impact de la crise financière sur les pays du groupe Afrique francophone au FMI et à la Banque mondiale »)

En UEMOA, des performances soutenues par les bons résultats de la campagne agricole

En 2008, en liaison avec la bonne tenue de l'agriculture vivrière, l'UEMOA a enregistré une croissance de 3,8 %, après 3,1 % en 2007. La campagne agricole 2008-2009 a bénéficié de conditions climatiques globalement favorables mais aussi des actions des Etats, destinées à augmenter l'offre de l'agriculture vivrière, suite à la flambée des prix des produits alimentaires. Toutefois, compte tenu du recul des surfaces emblavées et des difficultés de certaines filières, plusieurs cultures d'exportation n'ont pas connu la même tendance. Si les productions de café, d'arachides et de noix de cajou ont augmenté, les récoltes de cacao ont chuté et celles de coton ont stagné.

Un ralentissement de la croissance en CEMAC, principalement lié au nouveau recul de la production pétrolière

En 2008, la croissance économique dans la zone CEMAC s'est inscrite en retrait, tout en restant relativement soutenue (4 % après 4,6 % en 2007). Cette évolution est intervenue dans un contexte marqué par une réduction du rythme de baisse de la production pétrolière (- 1,2 % après - 4,4 % en 2007).

¹ La Zone franc comprend, outre la France, quinze pays africains. Huit d'entre eux composent l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Six autres constituent la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale et Tchad. Enfin, la Zone franc comprend également l'Union des Comores. Le rapport de la Zone franc est établi notamment sur la base de données collectées auprès des trois Banques centrales, des deux Commissions bancaires de la Zone et des autorités nationales.

La croissance a été principalement soutenue par le secteur non pétrolier, grâce au dynamisme des activités manufacturières, du BTP et des services (transports, télécommunications). La dépendance de la CEMAC est restée forte vis-à-vis des activités pétrolières, qui ont représenté 45 % du PIB, 85 % des exportations et 73 % des recettes budgétaires en 2008.

Un ralentissement très sensible aux Comores, affectées par une crise politique et des pénuries énergétiques.

Aux Comores, l'activité économique a été marquée par un nouveau ralentissement en 2008, le PIB réel n'ayant progressé que de 0,2 % (contre 0,8 % en 2007). Cette évolution est, notamment, la conséquence des pénuries énergétiques chroniques qui affectent l'ensemble des secteurs économiques et d'une situation socio - politique qui est restée tendue durant plusieurs mois.

(Nota bene : on trouvera dans le présent rapport trois encadrés sur les mesures prises pour faire face à la crise financière, rédigés, respectivement, par la BCEAO, la BEAC et la BCC)

Un rythme d'inflation en forte progression mais encore significativement inférieur à celui de l'Afrique sub-saharienne.

Les pays de la Zone franc ont enregistré une hausse de leur taux d'inflation, montrant ainsi une grande vulnérabilité au choc des prix des produits alimentaires intervenu au cours de la première partie de l'exercice 2008.

Toutefois, cette hausse de l'inflation a été atténuée par le système de change et l'ancrage à l'euro ce qui explique que l'augmentation des prix soit restée nettement plus faible en Zone franc qu'en Afrique sub-saharienne, le différentiel demeurant supérieur à 5 %. En revanche, ce différentiel s'est élargi avec la Zone euro, entraînant ainsi une appréciation du taux de change réel.

L'accélération de l'inflation, en CEMAC (5,9 %, après 1,8 % en 2007) comme en UEMOA (7,4 %, contre 2,4 % en 2007) reflète la forte progression des prix des produits alimentaires et leur poids dans l'indice ainsi que la répercussion progressive dans les prix intérieurs de la hausse des cours mondiaux du pétrole. Dans les deux sous régions l'inflation a suivi une évolution infra-annuelle caractérisée par une forte accélération sur les premiers mois de 2008: en glissement, la hausse des prix a atteint un pic fin août en UEMOA (+ 10,8 %) et fin septembre (+ 7,1 %) en CEMAC.

Pas de dégradation mais une situation des finances publiques toujours fragile en UEMOA ; une situation confortable en CEMAC, du fait des recettes pétrolières.

En UEMOA, grâce essentiellement à la poursuite des efforts de recouvrement et d'élargissement de l'assiette fiscale, le déficit base engagements (hors dons) a légèrement baissé de 5,2 % en 2007 à 4,7 %. La situation des finances publiques de plusieurs pays reste toutefois fragile et des tensions de trésorerie ont subsisté dans certains États, se traduisant par une augmentation des arriérés de paiement.

Dans un contexte marqué par une forte hausse des recettes pétrolières, les finances publiques des pays de la CEMAC se sont une nouvelle fois globalement améliorées. L'excédent budgétaire base engagements, hors dons, a atteint 11,5 % du PIB, contre 8,2 % en 2007. Outre le désendettement permis par les initiatives PPTE et IADM, l'amélioration de la situation financière de la majorité des États de la CEMAC a permis d'accélérer l'apurement des arriérés extérieurs et de poursuivre le désendettement intérieur.

Des réactions de politique monétaire en réponse aux retournements de conjoncture

En 2008, les politiques monétaires ont été restrictives dans les deux unions, avant de se montrer, en réaction à la crise, plus accommodantes au premier semestre 2009.

En août 2008, la persistance de tensions inflationnistes, dans le contexte d'une forte progression du crédit et de la masse monétaire, a conduit la BCEAO à relever de 50 points de base son taux de pension et de 200 points de base son taux d'escompte. En juin 2009, compte tenu des effets de second tour de la crise internationale et d'une balance des risques penchant davantage vers un affaiblissement de la croissance que vers l'émergence de nouvelles tensions sur les prix, la BCEAO a procédé à une baisse de 50 points de base de ses taux directeurs et, pour la première fois en quatre ans, à une révision, à la baisse, des coefficients de réserves obligatoires.

Alors que la BEAC n'avait plus modifié ses taux depuis la baisse de mars 2006, elle a décidé, compte tenu de la persistance des tensions inflationnistes, de les relever de 25 points de base en juillet 2008. Par la suite, l'affaiblissement des anticipations d'inflation, conjugué au ralentissement économique du dernier trimestre, ont conduit la BEAC à abaisser ses taux par trois fois (décembre 2008, mars et juillet 2009) pour une réduction cumulée de 125 points de base. Par ailleurs, dans le cadre d'une gestion active de l'excès de liquidité, la BEAC a continué d'accepter toutes les offres apportées par les banques à ces opérations de reprises de liquidité et augmenté, en juillet 2008, les coefficients de réserves obligatoires.

Un ralentissement de la croissance attendu en 2009, dans un contexte de crise mondiale.

S'agissant de 2009, les économies des pays de la Zone franc évolueront dans un environnement international profondément affecté par la crise économique et financière avec une double contraction de l'activité économique mondiale et du commerce international. Dans ce contexte, ils devraient enregistrer un ralentissement de la croissance qui pourrait, toutefois, être atténué par un redressement durable des prix des matières premières exportées.

Selon la BEAC, l'activité économique de la CEMAC devraient être fortement impactée avec un taux de croissance d'un peu plus de 2,0 % en 2009. Toutefois, la tendance haussière des prix du pétrole amorcée à la fin du premier semestre pourrait conduire à réviser à la hausse ces prévisions. En ce qui concerne l'évolution des prix, les tensions inflationnistes devraient persister avec une progression de l'indice des prix à la consommation de 4,0 %, contre 5,9 % en 2008.

En UEMOA, la propagation de la crise dans les pays membres devrait aussi peser sur les performances macroéconomiques de la sous région, qui pourrait enregistrer une croissance économique de l'ordre de 3,0 %, mais les perspectives restent marquées d'incertitudes. Compte tenu de la décélération des tensions sur les prix, amorcée depuis septembre 2008, l'inflation pourrait s'établir, tant en moyenne qu'en glissement, en dessous de 2,5 %.

Aux Comores, les prévisions de croissance de l'activité économique pour l'année 2009 tablent, de nouveau, sur une très faible progression du PIB réel (+ 1,1 %) principalement soutenue par l'agriculture vivrière, la construction privée et les travaux publics financés par les bailleurs de fonds. Les tensions inflationnistes devraient s'apaiser.

La version électronique du rapport est disponible en ligne sur Internet :
www.banque-france.fr/fr/eurosys/zonefr/page2.htm

Pour plus de renseignements :

Direction de la Communication, Service de presse (00 33 (0)1 42 92 39 00).

ANNEXE

Principaux indicateurs économiques

(en pourcentage)

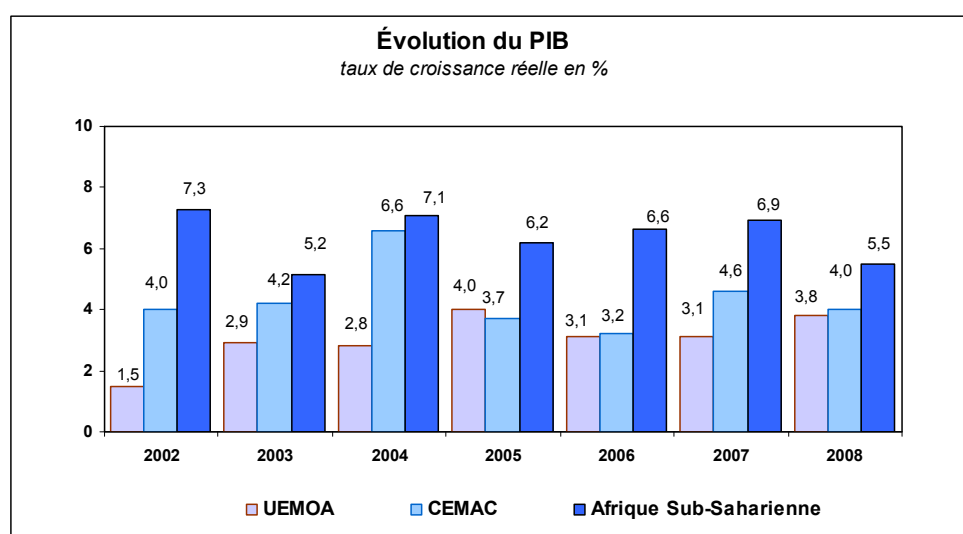
	Croissance du PIB (en %)		Inflation (en %) *		Solde budgétaire (en % du PIB) **	
	2007	2008 ^(a)	2007	2008 ^(a)	2007	2008 ^(a)
UEMOA	3,1	3,8	2,4	7,4	- 2,4	- 2,0
CEMAC	4,6	4,0	1,8	5,9	8,8	12,0
Afrique Sub-saharienne	6,9	5,5	7,2	11,7	1,0	2,1

* Variation des prix à la consommation, en moyenne annuelle

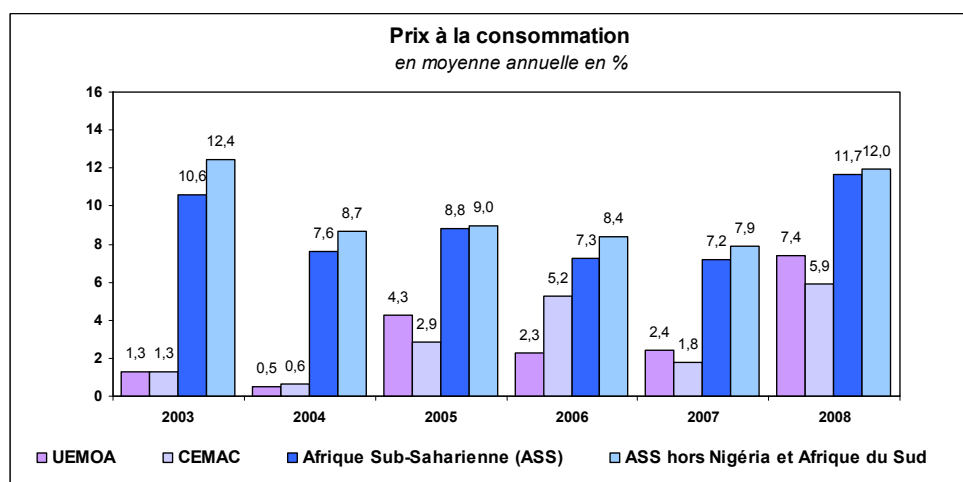
** En base engagements, dons compris

^(a) chiffres provisoires

Sources : FMI : Perspectives économiques régionales avril 2009, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour juillet 2009, BCEAO, BEAC



Sources : Banques centrales ; FMI : Perspectives de l'économie mondiale avril 2009, mise à jour juillet 2009



Sources : Banques centrales, FMI Perspectives de l'économie mondiale, avril 2009